



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social



Déclaration

Stimuler la productivité locale et favoriser la cohésion sociale et les possibilités d'éducation à un niveau local comme éléments clefs pour éliminer la pauvreté et garantir un travail décent pour tous

À l'heure de la mondialisation, la stabilité économique locale est toujours essentielle pour les consommateurs nationaux et la confiance des investisseurs, ce qui, finalement, laisse la porte ouverte à de grandes sociétés. Afin de préserver un environnement sain où les sociétés et les petites entreprises peuvent être mutuellement bénéfiques, un équilibre doit être trouvé. Reconnaisant que les petites entreprises sont une source constante de dynamisme pour l'économie nationale, la Fondation mondiale pour la démocratie et le développement est à l'origine de l'appel lancé pour une nouvelle approche de développement durable : un paradigme de développement local. Ce modèle renforcerait la productivité locale et, par extension, le tissu social des localités qu'il affecte. Comme toujours, la Fondation continue de proposer des solutions de perfectionnement dans le domaine éducatif et professionnel et promeut par ailleurs des programmes au sein des secteurs public et privé qui travaillent en faveur de l'inclusion sociale.

La Fondation a pour principal objectif de promouvoir et de soutenir le développement économique et social de la République dominicaine. Ses publications et programmes de recherches cherchent ainsi à influencer sur l'élaboration de politiques publiques relatives en la matière.

Le taux actuel de chômage (14,7 % en 2012), les investissements étrangers (24,89 milliards de dollars des États-Unis au 31 décembre 2012) et les tendances de la balance commerciale ont un effet notable sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) et sur la participation de la République dominicaine à l'économie mondiale. En dépit de la fragilité de l'économie mondiale, le PIB du pays continue d'augmenter à un rythme annuel de 5 %. Sur la base de cette croissance régulière, la Fondation défend l'intérêt d'autonomiser les petites et moyennes entreprises locales afin d'accroître la production et les exportations, de créer des emplois et de collaborer avec le secteur public dans l'élaboration et la mise en place de programmes éducatifs et sociaux.

La Fondation croit donc en la nécessité de changer de paradigme. Il est désormais clair que le fait de se concentrer uniquement sur la croissance du PIB ne garantit pas l'intégration sociale et le plein emploi. En juillet 2013, le Président Obama a souligné le fait que la réduction de l'écart croissant entre les riches et les pauvres constituerait sa priorité la plus élevée d'ici la fin de sa présidence, dans la mesure où, bien que les entreprises aient créé de nouveaux emplois et qu'elles aient réalisé des bénéfices record, près de tous les gains de revenu des 10 années passées avait continué de profiter au 1 % des plus riches. Une recherche menée par le Fonds monétaire international a montré que les plus longues périodes de croissance sont fortement associées à une plus grande égalité dans la répartition des revenus. Selon l'organisation, réduire de moitié les inégalités entre l'Amérique latine et l'Asie émergente devrait plus que doubler la période de croissance prévue.

La récente stratégie nationale pour le développement du Gouvernement dominicain souligne l'un de ses principaux objectifs, à savoir la création d'une société unifiée offrant d'égales possibilités à tous et avec un faible niveau de pauvreté et d'inégalité sociale. La Fondation participe à ce débat en déclarant qu'il

est indispensable de promouvoir les entreprises locales, au travers d'un appui et de l'autonomisation des entrepreneurs locaux existants et nouveaux. Il est important de créer des politiques qui favorisent l'innovation, la créativité et l'incubation de nouvelles entreprises. En Amérique latine, de nombreux exemples l'illustrent bien : des initiatives sont consacrées au soutien et à la création d'entreprises novatrices visant à réduire l'inégalité de revenus et les disparités sociales. C'est ce type d'entreprises qui nécessitent, au niveau mondial, un soutien plus important de la part du secteur public et de la communauté internationale.

Un rapport publié récemment par le Forum économique mondial a mis en lumière le nouveau Département de la prospérité sociale que le Gouvernement colombien a mis en place. Cette création constitue l'une des réformes gouvernementales qui a contribué à faire du pays un chef de file régional dans la réduction de l'écart économique, avec les pratiques réglementaires les plus efficaces au monde. Cette initiative inclut notamment l'amélioration des conditions de développement de l'esprit d'entreprise parmi ses bénéficiaires. À ce titre, une stratégie d'alliance privé/public va bientôt être mise en œuvre, de même que des initiatives visant à accroître les conséquences des investissements et l'entreprise sociale.

L'organisation Lumni constitue un exemple pratique de la manière dont les entreprises sociales influent sur le développement économique à travers l'Amérique latine. L'organisation, qui opère dans quatre pays du continent, établit un nouvel instrument financier pour les étudiants à faible revenu appelé « contrats de capital humain ». Ce dernier réduit le risque des étudiants et leur promet un vaste accès car aucune caution ou cosignataire n'est requis. Dans le cadre de ce programme, Lumni finance l'éducation des étudiants. Elle leur offre les meilleurs outils pour obtenir un emploi dans l'économie nationale. Dès qu'ils ont trouvé un emploi, elle leur demande seulement de restituer une fraction de leur revenu pour un certain nombre de mois.

En faisant le point de ces initiatives couronnées de succès, la Fondation estime qu'un paradigme similaire de développement local est nécessaire en vue de renforcer la productivité locale et le tissu social des communautés, d'offrir au niveau local une éducation et un développement professionnel fiables ainsi que de promouvoir des programmes dans les secteurs public et privé qui s'emploient à l'intégration sociale.

Exemples de productivité locale et d'inclusion sociale, et leur incidence positive sur la République Dominicaine

En 2012, la Fondation a mis en place un programme unique de recyclage qui proposent aux femmes, aux jeunes et aux enfants, des ateliers d'art du recyclage dans toute la République dominicaine. Il y est enseigné comment l'intégration de la technique de recyclage des déchets dans l'art peut responsabiliser les individus et les collectivités. Ce programme vise à sensibiliser les Dominicains aux questions environnementales, en favorisant les trois règles d'or d'une bonne gestion des déchets : réduire, réutiliser et recycler. Grâce à ces ateliers, le programme donne aux individus et à leur communauté l'occasion de lancer leur propre entreprise, transformant ainsi ce projet éducatif en une source de revenu et les dotant de l'esprit d'entreprise. Preuve de son succès, le programme a mis en place plus de 20 ateliers d'art dans quatre villes à travers le pays; de nombreuses femmes ont reçu un

certificat en qualité de formatrices du programme et contribuent à soutenir durablement leur famille.

Offrir une éducation et des programmes de développement professionnel fiables

L'éducation constitue un autre élément clé du paradigme de développement. Grâce à l'un de ses programmes, la Fondation soutient la création de jardins potagers biologiques et durable dans les écoles et les collectivités partout dans le pays. Au cours de ses voyages dans des petites villes de République dominicaine, comme San Cristobal, la Fondation a dispensé des ateliers d'introduction à d'autres organisations non gouvernementales, en impliquant les membres du personnel du programme et en aidant à définir les objectifs, les tâches régulières et les détails fonctionnels pour la création de leurs jardins communautaires. Les séries d'ateliers et de sessions inclus dans le programme enseignent aux participants la façon de créer un jardin potager et leur offrent aussi des directives sur la plantation et l'entretien général de leur jardin. Y sont également abordés les thèmes de la conservation des graines, la lutte phytosanitaire et des engrais biologiques. À ce jour, le programme a mené à bien la création de 16 jardins potagers dans 12 écoles (7 privées et 5 publiques) et 4 centres communautaires à travers le pays. Dans le but de développer ce programme à l'échelle nationale, la Fondation enseigne aux familles locales les pratiques agricoles durables qu'elles peuvent ensuite appliquer chez elles. Cela leur permettra non seulement d'améliorer leur régime alimentaire mais aussi de générer des revenus pour la communauté.

Promouvoir des programmes, à la fois dans le secteur public et le secteur privé, qui œuvrent en faveur de l'inclusion sociale

La troisième et dernière partie de ce nouveau paradigme de développement est l'engagement avec le secteur privé et ses programmes de responsabilité sociale des entreprises en vue de garantir l'inclusion sociale. Le travail que mène la Fondation afin de faire connaître le programme de volontaires de la banque centrale dominicaine est un bon exemple. Créée en 1941, la banque est devenue célèbre pour son programme de volontaires. Reconnue comme la première institution dominicaine destinée à promouvoir la musique, la littérature, l'éducation, le sport et les arts en République dominicaine, elle est également considérée comme étant un des projets de solidarité et d'engagement social les plus solides. Le programme de volontaires fournit une assistance aux nécessiteux dans le domaine des soins de santé. Par ailleurs, il sensibilise désormais à la protection de l'environnement et au rendement des entreprises.

Conclusion

L'éducation et l'engagement des communautés locales, ainsi que le développement des économies locales, constituent clairement un paradigme de développement essentiel pour assurer la promotion du développement durable, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, partout dans le monde. Toutefois, comme le montrent les actions de la Fondation, cette transition ne sera efficace que si elle est soutenue, tant au niveau national que local par chacune des parties prenantes concernées dans les secteurs public et privé.

La Fondation espère que cette déclaration fournira de nouvelles orientations aux participants de la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social.
